

Penser et construire la paix

La paix ne peut être seulement rêvée puisqu'elle ne peut se réduire à l'absence de guerre. S'il est certain décidément que l'agressivité fera toujours partie de notre humanité, il apparaît de plus en plus que la culture de paix prend progressivement le pas sur la culture de guerre. Trop lentement sans doute, insensiblement, mais le mouvement est amorcé depuis l'origine. Vous en voulez une preuve immédiate ? Eh bien ! c'est une « école de la paix » qui marque donc ses dix ans d'existence, qui partage une réflexion sur le rôle des forces de sécurité avec une « école de guerre » qui, à Bogota - Colombie, fêtera en 2009 son centième anniversaire.

Car la fonction de l'École de la paix est double. Elle consiste d'abord à développer des connaissances, à tirer des leçons d'expériences multiples et variées afin de constituer un savoir utile à l'action en matière de construction de la paix. Elle vise ensuite, par son existence même, à apporter la preuve qu'une telle utopie peut devenir réalité, et c'est la vertu éducative de l'exemple qui est ainsi donné lorsque nous agissons sur les terrains de la solidarité aussi bien à notre porte qu'aux antipodes.

Après plus de dix années de maturation, nous venons de vivre dix années de construction au cours desquelles il nous a fallu « faire nos preuves » comme on nous le demandait logiquement. Mais nous avons aussi vu s'affirmer un autre phénomène qui, conjugué avec nos efforts, fait la démonstration que quelque chose de la nature de cette école de la paix est nécessaire : la difficulté pour l'éducation - au sens large du terme - de répondre aux défis d'une société de plus en plus complexe.

Nous n'avons jamais pensé pouvoir y parvenir seuls. La Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme - FPH nous soutient depuis nos débuts, la ville de Grenoble nous aide au quotidien, le département de l'Isère nous fait intervenir dans ses collèges, la région Rhône -Alpes cite la culture de la paix et veut accompagner notre rayonnement.

Et aujourd'hui c'est le Dauphiné-Libéré qui donne largement la parole à des témoins de cette aventure et contribue à la diffusion de cette culture de la paix. Ça avance ! Mais si la réflexion de Pierre Calame, directeur de la FPH, sur l'art de la paix, et les propos de nos amis et autres personnalités sur différentes facettes de la culture de la paix, nous sont précieux, nous nous devons d'approfondir les propositions pédagogiques sur lesquelles nous sommes attendus. Des propositions qui seront jugées, il faut le dire, à l'aune des changements qu'elles devront entraîner pour que la construction de la paix avance réellement.

C'est ce travail que nous sommes tenus de faire aujourd'hui. Merci d'accepter d'y contribuer.

Richard Pétris
Directeur de l'École de la paix



La nature et les composantes d'un art de la paix



Pierre Calame

Directeur Général de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme

Extraits de la conférence prononcée en introduction de la rencontre internationale d'artisans de paix organisée par Irénées pour jeter collectivement les bases d'une alliance internationale d'artisans de paix, dont le site web Irénées sera la vitrine, le support et le produit. Elle expose les raisons de parler d'« Art de la paix » et la manière de le construire.

... « A ma manière d'ingénieur je prendrai les points l'un après l'autre.

1. La paix n'est pas la non-guerre

La première conviction qui a fondé en 1990 le lancement d'un programme à la fondation intitulé art de la paix c'est que la paix n'est pas la non guerre. La paix n'est pas la non guerre et la paix n'est pas non plus seulement la sécurité. Ce qui personnellement m'avait frappé dans ma vie professionnelle antérieure c'est d'observer combien les peuples qui gagnent la guerre, a fortiori les guerres civiles, les guerres internes plus que les guerres étrangères perdent en général la paix qui suit.

Cela m'avait énormément frappé en Algérie, au Vietnam, ce contraste entre l'intelligence et l'efficacité déployées pour gagner des guerres extrêmement difficiles face à un adversaire technologiquement, financièrement, économiquement supérieur et le désastre qui suivait en général cette victoire.

J'en ai tiré pour mon compte deux enseignements. Le premier c'est qu'il ne suffit pas de terminer la guerre pour arriver à la paix. Le second est que les vertus pour gagner la guerre sont des vertus opposées à celles nécessaires pour gagner la paix. La malédiction de la victoire est tout simplement de maintenir au pouvoir ceux qui ont gagné. Or ceux qui ont gagné la guerre sont en général incapables à la fois par leur culture et par les institutions qu'ils ont mises en place de gagner la paix.

L'idée d'art de la paix est née de l'idée de choses à savoir et à partager sur la manière dont on gérait les transitions entre la guerre et la paix.

2. La paix est une composante de la gouvernance.

Nous entendons par gouvernance l'art des sociétés de se gérer elles-mêmes, l'art des sociétés d'inventer les systèmes de pensée, les fondements culturels, les institutions, des modes de faire qui leur permettent de survivre sur le long terme, de trouver un équilibre avec leur environnement humain et naturel et si possible de se développer.

L'attention de la fondation aux questions de gouvernance s'est accrue d'année en année parce que nous voyons que dans une situation d'évolution extrêmement rapide des défis de l'humanité, par leur échelle et leur complexité, les modes de gestion inventés au fil des siècles et au fil des millénaires s'avèrent de plus en plus inadaptés. On le voit très bien à l'échelle internationale avec la montée que tout le monde décrit, dénonce, proclame de déséquilibres probablement mortels entre l'humanité et son environnement tandis que les institutions étatiques, internationales, locales continuent sur leur lancée tout en voyant bien qu'elles sont incapables de faire face.

Nous sommes donc confrontés, dans cette période particulière de l'histoire de l'humanité, à l'urgence de réfléchir sur les conditions dans lesquelles une société invente ses systèmes de gestion, de préservation et de survie. Il nous est apparu au fil des années que la gouvernance avait ceci de particulier que ses objectifs étaient constants transcendaient les barrières culturelles, civilisationnelles, traversaient les époques. Parmi ces objectifs il y a évidemment le maintien de la paix intérieure et le maintien de l'équilibre avec l'extérieur, de la sécurité et de l'équilibre avec l'environnement.

Disant cela j'ai à la fois dit peu de choses et dit beaucoup. Peu de choses parce que j'ai enfoncé des portes ouvertes ; beaucoup parce que cela inscrit solennellement la réflexion sur l'art de la paix dans la question centrale de notre temps, celle de l'invention de nouveaux modes de ges-

tion des sociétés. La réflexion sur l'art de la paix s'inscrit dans une réflexion plus large sur la gouvernance, qui traverse toute notre fondation sur la gouvernance.

3. La différence de nature entre la guerre et la paix.

J'avais forgé il y a une quinzaine d'années un slogan auquel je reste fidèle. La guerre est un but simple poursuivi avec des moyens sophistiqués, la paix est un but complexe poursuivi avec des moyens simples. Quand j'ai forgé ce slogan, c'était bien avant l'invasion de l'Irak par les Américains et leurs alliés, mais l'Irak en est une magnifique illustration. Renverser Saddam Hussein par le déploiement de moyens extrêmement sophistiqués, des drones, des systèmes d'observation, s'inscrit dans une logique d'une simplicité voire d'un simplisme extrême. Tant dans le champ militaire que dans le champ politique on voit souvent à quel point la guerre impose de simplifier le panorama : les ennemis et les amis, les terroristes et les autres, les bons et les mauvais. Dans le cadre de cette lecture simple, voire simpliste, du monde, on déploie un arsenal extraordinaire mobilisant les techniques les plus modernes.

C'est d'ailleurs ce qui fait l'attrait singulier de la guerre pour les appareils militaires industriels.

La paix, c'est une toute autre affaire. C'est affaire de dialogue, de modifications institutionnelles, d'éducation. La paix comporte beaucoup de moyens à mains nues mais interdit par contre toute simplification du réel. La paix implique de déconstruire l'ennemi. La paix oblige à être attentif à la diversité des perceptions et des cultures. La paix oblige à prendre en compte les contextes, les alliés et les adversaires potentiels de la paix, à telle époque et à tel endroit. En d'autres termes, la caractéristique de la paix est d'obliger d'agencer beaucoup de facteurs propres à chaque contexte. C'est ce qui fait qu'il est extrêmement difficile de définir une science de la paix qui serait la mise en oeuvre de lois

générales. La paix implique, excusez moi le paradoxe même du terme, une stratégie, c'est-à-dire l'art de s'adapter à chaque contexte particulier.

4. C'est pour cela que la construction de la paix est un art.

Quelles sont les composantes d'un art ? C'est d'abord, comme je l'ai évoqué, qu'il y a des choses à savoir. Que c'est complexe et donc qu'on ne peut pas s'engager dans la paix simplement avec de la bonne volonté. On confond trop souvent le fait que la paix mobilise des moyens simples avec l'idée que la paix est simple et qu'il suffit de la désirer pour la faire advenir.

Je me suis longtemps interrogé sur la donnée sémantique suivante : il y a deux termes pour caractériser la guerre, le premier c'est la polémologie, l'art de l'analyse des conflits, et le second c'est la stratégie, l'art de conduite des armées. Leur existence montre que de tout temps on a reconnu qu'il y avait des choses à savoir pour faire la guerre. Vous chercherez vainement dans le dictionnaire l'équivalent pour la paix. Le mot irénologie, l'art d'analyser les processus de construction de la paix, n'existe ni dans les dictionnaires, ni dans les enseignements. Quant l'irénologie, l'art concret de mettre en place une stratégie de construction de la paix ici et maintenant, vous ne le trouverez ni dans le dictionnaire ni dans les enseignements. La sémantique nous révèle une impasse intellectuelle, l'illusion que la paix est le résultat du désir de paix. Ce que l'expérience historique nous montre c'est que le désir de paix ne suffit pas à construire la paix.

On le voit tellement bien que la plupart des organisations non gouvernementales qui sont prêtes à risquer leur vie pour construire la paix le font dans un état de naïveté et dans une vision du monde où il y a les bons et les mauvais qui relève d'une logique et d'une culture de guerre.

Il y a art de la paix, premièrement parce qu'il y a des choses à savoir et deuxièmement, parce que cet art nécessite de tirer parti d'éléments contextuels. On ne peut pas décider de loin d'une stratégie de paix. Suntsu, théoricien chinois de la stratégie, l'avait très bien compris il y a 2 500 ans à propos de la guerre, en disant : « une fois la guerre déclarée, le roi n'a pas d'ordre à donner à son Général ; c'est sur le terrain, en fonction d'éléments imprévisibles, que le Général doit déployer son art de la guerre, ce qu'il a appris de l'histoire, ce qu'il a appris des autres, pour réagir au mieux ». C'est en ce sens que c'est un art et, pour les raisons que j'ai dites, cet art fait par-

tie de la gouvernance. En d'autres termes, nous ne sommes pas dans le champ de la mise en oeuvre de méthodes universelles, il n'y a pas de recettes de construction de la paix. Nous sommes dans un champ épistémologique où il y a des principes dégagés de l'expérience, qu'il importe de mettre en oeuvre de manière spécifique dans chaque contexte. Quand nous parlons d'art de la paix nous donnons à ce mot « art » un sens substantiel majeur. Pour moi la notion d'art de la paix est si je puis dire tout un programme.

5. La construction d'un art de la paix ne peut résulter que d'un effort collectif.

Quand un artisan apprend à sculpter il fait des essais et des erreurs, il travaille avec un maître qui a pratiqué pendant quarante ans, cinquante ans, et donc c'est à travers la répétition de l'acte qu'il acquiert l'art, qu'il acquiert le savoir.

Qu'en est-il en matière d'art de la paix ? Là aussi j'avais utilisé autrefois un slogan osé, s'agissant de la paix mais il est inévitable que souvent les métaphores guerrières s'imposent puisque ce sont elles qui ont construit notre vocabulaire : construire la paix, pour des acteurs qui sortent d'un conflit, c'est être comme un chasseur qui a un fusil à un coup et qui n'a jamais appris à tirer. Il n'est pas étonnant que la construction de la paix échoue aussi souvent : elle est le fait de gens qui par définition n'ont pas d'expérience ! On ne conduit pas, Dieu merci, des processus de transition entre la guerre et la paix tous les jours, cela n'arrive que de temps en temps dans l'histoire d'une société.

Alors comment construire un art quand il n'y a pas d'apprentissage ? C'est une question méthodologique et institutionnelle de la plus grande importance. La réponse tient en un mot : comparaison. Comparaison historique d'abord. Qu'est ce qu'on a à apprendre chez nous par exemple de la fin des guerres de religion ou de l'évolution de l'Europe à l'issue des deux guerres mondiales ? Qu'est-ce qu'on a à apprendre de cette histoire longue ?

Comparaison internationale ensuite. Qu'est-ce qu'on a à apprendre des autres ? Qu'est-ce qu'on a à apprendre de la manière dont l'empire Ottoman assurait la cohabitation entre les différentes cultures ? Qu'est-ce qu'on a à apprendre de la manière dont les Grecs anciens ou les Indiens anciens ou les Chinois anciens concevaient l'art de la paix ? L'enjeu d'une alliance d'artisans de paix n'est donc pas seulement un enjeu de renforcement mutuel, c'est un enjeu proprement épistémologique, c'est un enjeu de construction

de la connaissance. Il n'y a pas d'art de la paix sans travail collectif, sans travail comparatif. Le défi d'une alliance pour la paix c'est d'abord le défi intellectuel de construire ensemble les éléments d'un art de la paix.

6. L'art de la paix nourrit l'art de la gouvernance et réciproquement.

J'ai dit tout à l'heure que la paix était un des objectifs les plus constants de la gouvernance de l'art des sociétés de se gérer elles-mêmes. Si maintenant on s'intéresse plus précisément à la construction de la paix on voit que l'art de la paix appartient à une des variétés de la gouvernance qui est l'art de gestion des transitions.

Dans tout système complexe l'enjeu majeur du système est la stabilité. C'est vrai dans les écosystèmes, c'est vrai dans les sociétés humaines si on regardait le fonctionnement au quotidien d'un ensemble d'institutions étatiques, locales etc.. vous verrez que ces institutions sont d'abord conçues pour assurer la stabilité à court terme. Ce sont des institutions de régime permanent. Ce qui fait que souvent notre pensée est faible quand il s'agit de penser les transitions, quand il s'agit de passer d'un état à l'autre. Le passage de la guerre à la paix fait partie de cet art de gérer les transitions.

En disant que l'art de la paix fait partie de l'art de la gouvernance, j'en déduis que l'on peut faire bénéficier l'art de la paix de l'ensemble des réflexions qui ont été menées sur la gouvernance. Je veux dire par là que l'art de la paix n'a rien à gagner à essayer de se penser comme quelque chose d'isolé, d'irréductible à rien d'autre, se doit au contraire d'inscrire dans un corpus de réflexion plus large. Ce qui m'amène à soutenir l'idée que l'art de la paix peut nourrir et se nourrir des principes généraux qui ont été dégagés pour la gouvernance. A l'issue de quarante ans de réflexion, je suis arrivé à cinq grands principes de gouvernance que je vous livre comme une des clés de lecture parmi d'autres, d'un art de la paix.

Le premier principe a trait à la légitimité des institutions et des personnes qui font vivre. Par quel processus arrive-t-on à se mettre d'accord, indépendamment des lois et des règles formelles, sur le fait qu'on est bien gouverné ? A l'idée que le bien commun, tel qu'il est géré, justifie que l'on fasse des sacrifices sur sa liberté ?

J'ai pu observer que la question de la légitimité est souvent au coeur des crises de l'Etat mais aussi au coeur de la violence. L'idée de renoncer à la violence privée au

profit d'une violence légale exercée par l'Etat suppose une adhésion profonde à la légitimité de cette violence d'Etat. Dans les transitions, la question de la construction d'une autorité légitime est une question centrale.

Le deuxième principe général a trait à l'équilibre entre droits et responsabilités qui fonde la citoyenneté et aux conditions dans lesquelles chaque individu se sent faire partie d'une communauté, se sent faire partie d'une communauté de destin, se sent partie prenante de l'élaboration de cette destinée collective. Je me garderai bien de réduire cette idée majeure à celle de démocratie formelle. Nous connaissons beaucoup de systèmes de démocratie formelle qui n'apportent rien à la communauté de destin et ne sont donc pas perçus comme des facteurs de construction de la paix. Il n'y a de construction de la paix que si le « vivre en commun » l'emporte sur les intérêts individuels et donc s'il y a le sentiment de chacun de participer à la construction de cette communauté. C'est un fil directeur majeur pour analyser la gouvernance, je pense que ça peut éclairer la réflexion sur la paix.

Le troisième principe de gouvernance est celui de la compétence et de la pertinence des institutions. Est-ce que la conception des institutions, est-ce que la culture de ceux qui les font fonctionner vont dans le sens des objectifs poursuivis ? La transition de la guerre à la paix implique une transition des institutions. La conversion d'une économie de guerre vers une économie de paix, comme l'a souvent souligné Richard Pétis, est un investissement. On parlait, dans le début des années 90, après la chute du mur de Berlin des dividendes de la paix. Non. La construction de la paix est un investissement. La conversion d'une économie de la guerre à la paix est une conversion institutionnelle majeure. Si l'on regarde le fonctionnement des institutions politiques, celles qui sont nées de la guerre sont toujours des systèmes de cloisonnement de l'information : ce qui est dangereux dans la guerre c'est la circulation de l'information. Ce qui est dangereux dans la paix c'est le cloisonnement de l'information. La reconversion des institutions de la guerre à la paix est donc une question majeure. Il ne faut pas hésiter à inclure l'ingénierie institutionnelle, l'art de concevoir les institutions, dans l'art de la paix.

Quatrième grand principe, la coopération entre acteurs. La coopération entre acteurs implique l'idée d'un intérêt commun

supérieur aux intérêts particuliers et d'un partage équitable possible des fruits de la coopération. Là aussi le propre d'une culture de guerre est de nier l'avantage et la possibilité de cette coopération. Notre culture politique elle-même est fondamentalement une culture de la non coopération et de la concurrence.

Le cinquième principe majeur de gouvernance, c'est la nécessité d'articuler les échelles de gouvernance depuis le local jusqu'au mondial. Aucun problème ne peut se résoudre à une seule échelle. L'art de la gouvernance implique la capacité à faire coopérer ensemble ces différents niveaux.

Voilà les conclusions auxquelles nous sommes arrivés sur la gouvernance, j'ai la faiblesse de penser que cela peut être une grille de lecture de l'art de la paix.

7. L'art de la paix va des relations interpersonnelles aux relations internationales

Dans les années 90 nous avons été amenés à travailler beaucoup sur la construction de la paix en Éthiopie, d'ailleurs avec des résultats médiocres, je dois le reconnaître. En Éthiopie, sur 500 ans, il n'y avait jamais eu plus de dix ans de paix. Cela veut dire que la société était organisée fondamentalement autour d'une culture de guerre. Cette culture se décline au niveau des rapports entre les personnes. Ce qui fait la caractéristique majeure, me semble-t-il, de l'art de la paix - et je crois que les mouvements non violents représentés ici par François Marchand l'ont bien incarné - c'est que ça se décline au niveau inter-individuel comme ça se décline au niveau mondial.

Un des enjeux de l'art de la paix est d'associer ce qui se joue dans les familles, dans les salles de classe, dans les bureaux d'accueil des administrations, à l'intérieur des entreprises, et ce qui se joue à une autre échelle, celle des pays ou celle des relations entre pays. En réfléchissant à cela je me rends compte à quel point toute notre culture, économique, mais aussi scolaire, est une culture de guerre. Nous sommes imprégnés par le darwinisme social, par l'éloge de la concurrence. Le Dalai Lama avait une formule que j'aimais beaucoup : « faire de la paix une épopée ». Donner sa dimension historique, grandiose à l'histoire de la construction de la paix. C'est ce qu'a été la construction européenne : une histoire tâtonnante, une histoire avec des retours, une histoire avec des crises, une histoire avec des stagnations mais, non

d'une pipe, c'est en même temps l'épopée du 20e siècle. C'est la seule histoire politique porteuse d'avenir pour le 21e siècle, c'est ce tâtonnement dans la construction d'une unité à travers la diversité grâce au dépassement des affrontements ! Si vous regardez le discours des médias, la paix est une vertu bourgeoise, voire petite bourgeoise. Le compromis est assimilé à la compromission quand on parle de consensus, on ajoute tout de suite l'adjectif mou, le consensus mou. On voit à quel point toutes nos valeurs sont imprégnées de la culture de guerre, à quel point le passage de la guerre à la paix, du local au mondial, va impliquer à la fois une transformation culturelle et une transformation des institutions internationales.

8. Quels sont les objectifs d'une alliance d'artisans de paix et comment construire et mobiliser un art de la paix ?

J'ai dit qu'on ne peut construire un art de la paix qu'en confrontant différents contextes et différentes histoires de paix. L'un des enjeux d'une alliance artisans de paix, pour moi, est donc de donner une visibilité à l'ensemble des composantes de l'art de la paix. Cet art de la paix n'a pas été formalisé à ce jour.

Je crois qu'une alliance d'artisans de paix a un devoir majeur de production intellectuelle : l'art de la paix c'est quoi ? Les différentes échelles de l'art de la paix c'est quoi ? Le mode d'implication des différents acteurs c'est quoi ? Si nous avons décidé il y a quatre ans de soutenir IRENEES, en commençant par mutualiser des histoires de différents niveaux et venant de différents continents, c'est dans l'espoir qu'émergeraient progressivement, avec la formidable compétence des gens qui sont autour de cette table, les composantes d'un art de la paix. Cet art demande à être énoncé, il demande à être formalisé.

Au service de quoi ? Mobilisé comment ? Je vois deux grandes dimensions majeures. D'abord, la formation, il faut que cet art de la paix soit présent dans les écoles, il faut que cet art de la paix soit présent dans les institutions publiques, il faut que cet art de la paix soit présent dans les réflexions de sciences politiques, il faut que cet art de la paix soit présent dans l'université. Ensuite, l'action. Il faut être en mesure de mobiliser cet art là où le problème concret de transition de la guerre à la paix se pose, et que l'alliance d'artisans de paix puisse devenir un effort collectif au service de ce type d'actions.

PAROLES DE TÉMOINS

en collaboration avec le Dauphiné Libéré

L'éducation et la paix

L'objectif de l'École de la paix est de renforcer le rôle fondamental de l'éducation dans la construction de la paix. Ses actions pédagogiques, notamment de la maternelle à l'université, qui ont touché 500 000 enfants et jeunes en France et dans le monde en dix ans, visent à faire évoluer les mentalités et les comportements.

Nous nous appuyons sur le patronage de l'UNESCO pour développer dans les universités des modules de formation d'"acteurs de paix". Et nous pensons que la mise en place de "classes de paix" qui pourraient prendre des formes diverses, constituerait un véritable progrès.



Jean-Louis Quermonne

Président honoraire de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble

L'on a cru longtemps que la guerre et la paix étaient du ressort exclusif des Etats et de leur diplomatie, les citoyens étant désarmés face à leur avènement. Or la paix n'est pas une donnée historique de nature régaliennne. Elle est aussi un construit auquel doivent contribuer les peuples pour qu'elle devienne une culture. Cette exigence commence donc à l'école et se poursuit à travers les rapports sociaux, à la campagne comme à la ville, en famille comme dans les associations, au niveau des régions comme à l'échelle des nations.

Tel est le message que nous livre l'École de la paix dont le 10ème anniversaire à Grenoble témoigne de l'effort entrepris dès 1979 par son fondateur Richard Pétris, et son équipe pour diffuser ce constat tant dans les écoles, les collèges, les lycées, les universités que dans la société. Saisi dès l'origine du projet, tant par son initiateur que par Paul Dreyfus, alors grand reporter au Dauphiné Libéré, je demeurai alors sceptique sur ses chances de succès. Mais au vu des efforts engagés, qui nécessitaient une grande force d'énergie et de persévérance, j'ai vite été convaincu.

Les résultats ont apporté la preuve. La paix ne peut, en effet, s'installer parmi les peuples que si elle s'enseigne ; car elle ne va pas de soi. Elle n'est pas le monopole de quelques dirigeants. Elle est un bien trop précieux pour que le citoyen s'en remette à la diplomatie. D'où cette convergence entre l'éducation à la paix et à la démocratie. L'éducation suppose la mobilisation à son service de l'éventail des sciences humaines, la connaissance du monde qui nous entoure et une pratique de tous les jours. D'où la relation nécessaire entre l'école et la paix. La démocratie implique que la politique étrangère ne soit pas la chasse gardée de quelques-uns et que la connaissance des autres peuples, de leurs différences comme de leurs ressemblances, soit accessible à tous. Car au-delà de la connaissance, la paix implique la promotion de la justice, un climat de sécurité et le respect du droit.

Cet esprit d'ouverture trouve déjà son application dans la construction européenne. La quête de la paix fut à la base de la Déclaration Schuman du 9 mai 1950 qui a mis fin aux "guerres civiles" qui ont ensanglanté l'Europe durant plusieurs

siècles, et qui étaient fondées sur l'esprit de conquête et l'esprit de revanche. Or le plus beau résultat aura été l'issue pacifique de la guerre froide qui, malgré les séquelles des conflits séculaires, des Balkans que l'Union Européenne s'efforce d'apaiser, permet aujourd'hui l'unification du continent.

Mais beaucoup reste à faire, car la paix est une action de tous les jours, et plus encore dans un climat de crise et de récession économique qui risque d'atteindre les plus défavorisés. D'où l'importance de l'enseigner à travers des actions de solidarité. Puisse l'exemple de l'École de la paix de Grenoble, qui a déjà touché 500.000 enfants en France et de par le Monde, faire tache d'huile pour que la paix ne soit plus seulement "une période plus ou moins longue entre deux guerres", mais un climat permanent de solidarité et de fraternité. Plus que de la référence au passé, la paix a besoin d'un regard innovant tourné vers l'avenir pour inventer de nouvelles institutions respectueuses des droits de l'homme et au service d'un monde où chaque homme puisse développer son humanité.

La Colombie vers la paix

Depuis dix ans l'Ecole de la paix ne cherche pas seulement à comprendre les origines de la violence en Colombie. Elle soutient également l'engagement non-violent de communautés paysannes qui veulent sortir du conflit interne que connaît le pays et défendent leurs traditions et leur mode de vie. Elle a initié, en même temps, une coopération pédagogique entre nos deux pays pour une éducation à la citoyenneté, avec l'adaptation d'un outil pédagogique pour les collégiens et un programme de formation pour les maîtres, dans une perspective de coresponsabilité internationale.



Francisco de Roux

Jésuite. Directeur du Programme Développement et Paix dans le Magdalena Medio - Colombie

QUESTION. La notion de paix peut-elle s'accommoder du "relativisme culturel" ?

Le Programme de Développement et Paix du Magdalena Medio travaille pour la paix en insistant sur les différences culturelles des différentes régions de Colombie. Ce programme depuis dix ans a noué un dialogue et a partagé des initiatives avec l'Ecole de la paix. La question des cultures et de la diversité et du relativisme des cultures est devenue pour nous en Colombie une question centrale. Les participants au programme de Développement et Paix, au milieu de la violence et des menaces de mort, ont impulsé une éthique de la dignité humaine. La dignité humaine est la valeur absolue de toute femme et de tout homme par le fait d'être un être humain, doué d'intelligence pour rechercher la vérité, de volonté pour chercher la liberté et de la capacité d'aimer et d'être aimé. Cette dignité est liée à la responsabilité envers la vie sous toutes ses formes dans l'univers, parce que la conscience de la dignité vient de l'évolution, comme la responsabilité vient de la nature.

La dignité est tout entière dans chaque être humain. La dignité ne s'octroie pas. On n'aura pas davantage de dignité parce qu'on est citoyen français, ni parce que l'on a un doctorat, ni parce que l'on est Président. La dignité ne se perd pas. On n'aura pas moins de dignité parce qu'on aura la lèpre ou parce qu'on sera en prison ou parce que l'on sera séquestré. La dignité ne dépend pas de l'Etat ni de la société, ni de la religion. Nous, nous lions la dignité à la culture et à la paix. Nous considérons la paix comme le résultat du développement intégral, englobant et juste. Le développement qui exclut et qui est injuste est à la base de la violence en Colombie. Le développement est la condition de la paix, mais la dignité, qui pour nous est le fondement de l'être humain,

ne peut se développer. Ce que nous développons, ce sont les conditions pour qu'une population puisse vivre sa dignité, exprimer sa dignité, protéger sa dignité, partager sa dignité de la façon qu'elle l'entend. Et ceci est totalement une affaire culturelle.

Notre travail pour la paix commence par l'effort collectif, créatif, complexe d'identification des formes de la "VIDA QUERIDA". C'est-à-dire les formes sous lesquelles la population ressent sa propre identité, sa propre grandeur et comme elle souhaite protéger, exprimer et partager avec les autres populations la manière dont elle choisit de vivre (avec son imaginaire, ses symboles, ses racines et traditions, le rapport à son territoire) dans un monde unifié dans les différences.

QUESTION. Quel rôle pour l'économie dans la construction de la paix ?

La paix est la possibilité réelle et sans exclusive de la vie à laquelle aspire une population. Il ne suffit pas de savoir comment elle veut vivre. Il est nécessaire de s'intéresser à ce qui produit cette vie, et ceci est le rôle de l'économie dans la construction de la paix : produire (avec la rationalité économique) les idées et les institutions, les biens et les services, le temps libre et les arts, le paysage et la protection de la nature. Et les produire avec efficacité (au moindre coût possible et avec la meilleure qualité possible) et avec équité pour que chacune et chacun puissent profiter du bien-être. Et les produire en générant le plus d'emplois possible : en impliquant toute la population en capacité de participer à cet effort pour que chacune et chacun tirent des revenus de cette production de biens demandés et puisse se les procurer. Et générer des excédents par cette production afin de les échanger contre d'autres biens et services qu'elle recherche mais qu'elle ne peut produire.

En termes économiques, il s'agit de permettre à tous de s'entendre sur la « fonction du bien-être » (la vie à laquelle on aspire) et de « maximiser » cette fonction (obtenir le meilleur niveau de vie possible, sans exclusive).

QUESTION. Qu'y a-t-il de commun entre les situations en Colombie et en France ?

La possibilité de construire, dans la différence, un monde basé sur la dignité humaine. C'est un Français, Jacques Maritain, qui a suggéré que la Déclaration Universelle de 1948 fasse de ce point la base de tous les droits : "la dignité égale de tous les êtres humains". Nous apirons, en Colombie et en France, en Amérique Latine et en Europe, en Asie et en Afrique, partout, à ce qu'on puisse travailler à une autre mondialisation. Construite depuis les territoires où les communautés puissent s'épanouir comme elles l'entendent, dans leurs traditions spirituelles et symboliques, où les conflits se règlent dans le respect et dans la vérité, où il n'y aurait pas d'exclu, où la loi de certains marchés n'irait plus contra la dignité : les armes, la cocaïne, la vente des enfants pour la prostitution, l'enlèvement contre rançon, où les Etats se transforment pour se mettre au service de la vie en respectant les imaginaires culturels locaux. Des territoires où naîtraient des personnes qui participeraient à la merveilleuse complexité de la civilisation globale et dans lesquels elles pourraient retrouver leurs racines. Une mondialisation dans le respect des différences et de la liberté des peuples, totalement différente de l'homogénéisation des multinationales et de la folie de la consommation. Une mondialisation du vivre ensemble dans la dignité où le développement est celui de l'être humain en harmonie avec toutes les formes de vie sur la terre.

L'Europe et la paix

L'exemple est unique dans l'histoire d'un tel rapprochement entre d'anciens ennemis qui par le dialogue et la coopération ont choisi de se réconcilier ; ce processus a conduit à la paix et à la stabilité. L'École de la paix rappelle que c'était bien là l'objectif annoncé par les Pères de l'Europe lors de son lancement et présente donc cette construction européenne - notamment sous la forme d'un guide pédagogique assorti d'un film destiné aux lycéens - comme une véritable "aventure de paix" qui peut servir de référence pour d'autres sorties de conflit dans le monde.



Sylvie Goulard

Présidente du Mouvement Européen France.

QUESTION. Comment expliquez-vous que la construction européenne qui était un idéal il y a trente ans soit (presque) devenue un repoussoir ?

C'est en partie la rançon du succès : ce dont les Pères fondateurs avaient rêvé - la réconciliation, la pacification du continent - l'intégration européenne l'a accompli. Mais les plus jeunes ne mesurent pas le chemin parcouru et, avec une confiance un peu excessive, croient impossible un nouveau conflit en Europe. Le passage de relais entre les générations n'a été pas suffisamment réfléchi. L'éducation reste en deçà des enjeux. D'où l'intérêt d'une action comme celle de l'École de la paix ou du Mouvement européen France

QUESTION. la construction européenne peut-elle se "déconstruire" ?

Oui, le risque existe malheureusement. L'Europe exige une véritable révolution des

mentalités. Elle est un effort permanent pour ne pas céder au nationalisme, pour privilégier l'intérêt général, en nouant des compromis. Pour comprendre les autres, pour vivre ensemble, il faut de la patience. Nombre d'Européens n'ont pas les outils intellectuels (maîtrise des langues, formation à un travail multiculturel) nécessaires. Mais ne pêchons pas non plus par manque de confiance : la force d'attraction de l'UE est grande, comme l'a montré l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale. D'autres peuples frappent à la porte. Et, dans le monde entier, l'expérience unique de rapprochement politique est étudiée et admirée.

QUESTION. Comment peut-on la relancer ?

En réalité la dynamique ne s'est jamais arrêtée. Aussi le terme de relance est-il inapproprié. Appliquons les traités dans

leur lettre et dans leur esprit, poursuivons ce travail continu, sans nous décourager. Un travail dans lequel la société civile doit jouer son rôle à côté des pouvoirs publics, en une action collective qui respecte les autres partenaires européens. Avec les nouveaux pays membres, des différences demeurent mais les sociétés s'interpénètrent petit à petit. Le fossé de 2003 entre « vieille » Europe et « nouvelle » Europe s'est comblé ; des ponts se créent entre les personnes, les entreprises ; le changement politique en Pologne en est un exemple. Grâce au marché unique, nous sommes plus ouverts aux influences extérieures, la diversité de nos alimentations en témoigne. L'Euro facilite la mobilité, les voyages. Il faudra encore du temps mais les mécanismes mis en place produisent leurs effets. Nous devons avoir confiance dans notre œuvre, et la poursuivre.

L'art et la paix

L'Ecole de la paix a présenté les travaux d'ateliers photos communs de jeunes Israéliens et de jeunes Palestiniens, a accueilli un orchestre de jeunes Colombiens, a montré les sculptures faites à partir d'armes de récupération après la guerre au Mozambique, a offert un petit violon à un jeune tzigane en Roumanie, a exposé les dessins et les peintures réalisés par les enfants d'ateliers de rue dans des pays du Sud, etc. pour que la beauté et la poésie de la création artistique soient facteurs d'espoir et de paix.



Jean-françois Bernardini

Chanteur. Compositeur du groupe I MUVRINI

QUESTION. Comment transformer toutes les hymnes en hymnes de paix ?

Il nous faut sans doute inventer une autre manière de fréquenter le monde, là où le communautarisme des grands n'a rien à envier au communautarisme des petits... Nous savons tous combien il y a de lien entre justice et paix. Nous savons tous que sur le terrain de l'inéquité, des déséquilibres, de l'écrasement des minorités... le monde attise ce qui le détruit. Sans doute nous faut-il veiller plus encore à ce travail intérieur que tout citoyen doit faire sur lui-même... celui que toute société doit faire sur elle-même. Un temps est venu qui exige de chacun de nous d'être dans la parole que l'on dit, dans l'humanité dont on rêve... non pas seulement,

être d'accord, mais vivre d'accord. Seule l'éthique est productrice de paix. Seules les valeurs pourraient suffire.

QUESTION. Comment faire en sorte que ce qui exalte n'exalte que les sentiments les plus nobles de l'homme ?

Entre affirmation et addition des identités, entre unité et diversité... il y a un espace précieux à féconder entre les hommes, les peuples, les cultures. Dans le dialogue, le lien, l'échange d'expériences, la coresponsabilité, c'est là que se tissent les reconnaissances fondamentales, les connivences supérieures. C'est aussi cela dont nous avons tant besoin pour vivre ensemble, vivre debout... pour faire société et partager le destin du monde... un peu plus proche de la pulsion

solidaire. En quelque sorte, apprendre à ne jamais se défendre par le mépris de l'autre.

QUESTION. La sagesse dit que "la beauté est une malédiction", comment désarmer puis renverser le processus ?

Elle l'est d'autant plus si l'on nous apprend à cultiver et aimer la laideur... la laideur de l'uniformité, la laideur morale, celle du non-lien à la terre, celle de l'homme prédateur et du consumérisme outrancier... celle de la convoitise qui ravage les valeurs humaines, l'intelligence collective et l'harmonie d'un monde commun... Il y a dans la beauté quelque chose de fort et d'invincible... misons sur elle, car elle sait aussi être merveilleuse-

La coopération et la paix

Si le premier pas pour vivre ensemble est la rencontre de l'autre, le second est l'effort de coopération qui manifeste la nécessaire solidarité.

Depuis son origine, l'École de la paix s'inscrit dans une démarche de mondialisation responsable ; il s'agit de rendre ce mouvement de globalisation plus humain. Elle participe, par exemple, au financement de la mission d'une volontaire en Colombie et a initié plusieurs rencontres internationales de jeunes en Europe. Ainsi, comme d'autres organisations, elle soutient l'émergence d'une communauté mondiale.



Jean-Philippe Bayon

Vice-Président de la région Rhône-Alpes

QUESTION. Quel rôle peut jouer la coopération dans un processus de paix ?

La coopération décentralisée prend en compte des préoccupations de bonne gouvernance. Les actions que mène le Conseil régional en Afrique de l'Ouest, au Maghreb, au Proche-Orient ou en Asie du Sud-est sont là pour aider à l'émergence et à la réalisation de projets d'intérêt général. En permettant un meilleur accès à l'éducation, en favorisant l'éradication de la misère, ces projets font aussi progresser la paix et c'est en ce sens que la coopération peut s'inscrire dans un véritable processus de paix. La coopération peut aussi être considérée comme un « pont » entre les populations de deux territoires qui échangent pour un intérêt partagé. Au-delà de ce rôle, il peut arriver que, sur certains territoires, la Région signe

une convention spécifique d'aide à la résolution des conflits avec ses partenaires locaux. Elle intervient alors comme un médiateur.

QUESTION. La mondialisation, qui est en marche, ne comporte-t-elle que des risques ?

La mondialisation certes peut-être créatrice de développement mais la mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui et qui s'est construite sur un déficit flagrant de démocratie, ne profite pas à toutes les populations et notamment aux plus pauvres. Notre mode de développement n'est ni juste ni durable car il met en danger la pérennité de toute forme de vie sur notre planète. De plus, cette mondialisation a uniformisé les cultures et les économies alors que la richesse doit se trouver, au contraire, dans la diversité. Nous nous de-

vons d'échanger sur nos complémentarités, sur nos différences.

QUESTION. Peut-on effectivement renforcer la solidarité internationale ?

Oui, la solidarité internationale peut évidemment encore être renforcée. Les pistes pour parvenir à ce renforcement sont, à mon sens, nombreuses et je pense qu'un des moyens pour y parvenir est de favoriser la complémentarité entre les acteurs institutionnels (Europe, Etat, collectivités locales, etc.) et associatifs qui travaillent dans le secteur de l'aide au développement et qui interviennent sur des thématiques différentes liées à leurs compétences et à leurs capacités d'expertise. Cette diversité est une richesse indéniable mais qui va de pair avec une nécessaire structuration de l'aide.

Les militaires et la paix

Depuis l'origine, l'Ecole de la paix s'intéresse à la problématique de la défense et de la sécurité des personnes et des sociétés en dialoguant avec les représentants des forces de sécurité. Le rôle des militaires dans la construction de la paix a fait l'objet de plusieurs colloques et débats en partenariat avec des associations partageant ces objectifs en France et à l'étranger pour mieux cerner les conditions du maintien de la paix ou de la prévention des conflits. Face aux crises, les raisons d'agir ensemble s'imposent de plus en plus à tous les acteurs de la société.



Jean Cot

Général d'armée (2e S) Ancien commandant de la Forpronu dans les Balkans.

QUESTION. On disait autrefois « Si vis pacem, para bellum » (si tu veux la paix, prépare la guerre). L'adage est-il toujours d'actualité ?

On a pu dire de cet adage latin qu'il était dangereux dans la mesure où le trop plein d'armement peut inciter un Etat belliqueux à le résorber. La France cependant eut été avisée de l'appliquer avant juin 1940 : c'est parce que nous n'avons pas préparé la « bonne » guerre que nous avons été occupés pendant cinq ans.

Et demain ? Je souhaite ardemment que la guerre puisse être conjurée dans le monde, comme elle l'est déjà dans l'Union européenne (j'ai écrit un livre sur ce point.). Nous devons tout faire, chacun à notre place, pour qu'advienne cette espérance. C'est en particulier la vocation de l'Ecole de la paix.

Mais peut-on pour autant envisager un désarmement européen unilatéral face

aux risques et menaces du siècle qui commence ? Le soldat digne de ce nom aime la paix et y travaille parce que, plus que d'autres peut-être, il sait le prix de la guerre. Mais le soldat sait aussi que la Défense est encore, pour longtemps hélas, l'assurance-vie de la nation et de l'Europe.

QUESTION. La paix peut-elle s'accroître du pacifisme ?

Question souvent évoquée dans mes conversations avec Richard Pétris ! A plusieurs occasions, dans ma carrière, j'ai travaillé avec des mouvements pacifistes. Avec eux, j'ai développé l'idée que les chemins de la paix sont nombreux et complémentaires. Je comprends et je respecte la démarche des pacifistes lorsque ceux-ci sont sincères et responsables, ce qui est souvent le cas. Je dois dire que, de leur côté, les pacifistes que je connais admettent facilement la nécessité de la

défense.

QUESTION. Les dépenses militaires resteront-elles ad vitam aeternam une nécessité ?

Ad vitam aeternam ! Vous savez, l'éternité, c'est long, surtout sur la fin ! Pour rester sérieux, force est de constater que les dépenses militaires ont sensiblement augmenté dans le monde depuis vingt ans. En revanche, pour l'ensemble des pays de l'Union européenne, la part du PIB consacrée à la Défense a été réduite de plus de la moitié (de plus de 3% à moins de 1,5%) depuis la fin de la guerre froide.

L'UE a su faire la paix avec elle-même, ce qui est un miracle qu'il nous faut sans cesse rappeler. Elle pourrait être dans le monde une puissance sage, écoutée alors qu'elle n'est encore qu'un nain politique. Il suffirait pour cela que les gouvernements nationaux réduisent leurs ego afin que naissent des Etats-unis d'Europe, ou tout autre terme qu'on voudra. On en est

L'Afrique vers la paix

Pour favoriser la consolidation de la paix dans différents pays sortant de conflits, l'Ecole de la paix a initié l'adaptation de certains de ses outils pédagogiques au Rwanda et en Algérie et participe à des actions d'éducation à la citoyenneté et à la démocratie au Congo Brazzaville et en Côte d'Ivoire via divers programmes de formation d'enseignants ou de cadres associatifs locaux. Elle considère que la diffusion d'une culture de la paix passera plus sûrement par les réseaux de citoyens et d'organisations dont elle soutient la formation entre les pays et les régions du continent africain.



Ousmane SY

Ancien Ministre du Mali et Coordinateur de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique.

QUESTION. Comment émanciper l'Afrique de son passé colonial, et ce, tant chez les uns que chez les autres ?

Les comptes de la colonisation, tout au moins en ce qui concerne l'Afrique, n'ont pas été soldés. Près d'un demi-siècle après les indépendances, les Africains continuent à mettre tous leurs malheurs et misères sur le dos des pays colonisateurs ou de leurs chevaux de Troie que sont les organisations internationales. Les pays colonisateurs, spécifiquement pour le cas de la France que je connais mieux, tout en ne voulant pas aller à la repentance, continue à s'accrocher à leurs anciennes possessions à travers des politiques de coopération fondées sur le paternalisme et la logique réparatrice des blessures de la colonisation et peut-être même de l'esclavage qu'ils ont fait subir à l'Afrique.

Le Continent africain doit se hisser au rang de partenaire en refusant de recevoir sans contrepartie clairement définie. Il faut sortir des non-dits de la coopération au développement. Il faut extirper les discours moralisateurs et faussement généreux de l'agenda de la coopération en parlant clairement de ce que chacun donne et reçoit en retour. Il faut bâtir la nouvelle coopération sur le partenariat pour la résolution de grands problèmes communs (changement climatique, migrations de populations, grandes pandémies, etc.)

QUESTION. Comment faire prévaloir l'investissement à long terme, quel qu'il soit, aux logiques concurrentielles dont l'Afrique est l'objet ?

L'Afrique ne peut pas échapper aux logiques concurrentielles, mais elle ne doit plus être objet mais actrice. L'Afrique doit penser son avenir et ses ambitions sur le

long terme et sur des larges espaces. Si l'Afrique veut compter dans le monde globalisé, elle doit s'intégrer pour constituer un grand ensemble à même de discuter avec les autres grands pays du monde. Pour que les investissements dans les domaines de l'énergie, de la télécommunication et de l'industrie soient rentables en Afrique il faut disposer d'un large marché régional.

QUESTION. Quels doivent être les enjeux prioritaires en Afrique ? De l'Afrique ?

Les enjeux majeurs en Afrique sont :

- la gestion efficace et efficiente des ressources naturelles
- la formation des ressources humaines
- la souveraineté alimentaire
- la création de richesses

L'information et la paix

Si des mots ont colporté la haine et alimenté des guerres, les paroles peuvent aussi encourager la paix. Plus sûrement encore le traitement de l'information peut orienter dans un sens ou dans l'autre. Se constituer une documentation spécialisée faisait donc partie des objectifs de base de l'École de la paix afin d'accumuler des connaissances et de permettre un travail de recherche indispensable. Nous sommes de plus en plus convaincus que les nouvelles technologies vont décupler les possibilités de sensibilisation voire de mobilisation de l'information. Il dépendra d'autant plus de la qualité de cette information qu'elle soit utile à une action orientée vers la paix.



Jean Lacouture

Journaliste et écrivain

QUESTION. Le devoir d'informer doit-il s'accorder des limites ?

Par définition, le devoir d'informer a ses limites, notamment en période de négociations, à l'occasion de négociations de paix en particulier. Lorsque les nouvelles à double tranchant comportent des risques, le journaliste doit faire montre de la plus grande prudence. L'intérêt général de la paix prime la performance du journaliste et il y a des moments où le devoir de silence l'emporte sur le devoir d'informer.

QUESTION. Le progrès technique peut-il tout résoudre ?

Le progrès technique accroît le devoir de prudence. Plus on a en mains de l'explosif, plus il faut faire appel au sens des responsabilités. Les avancées technologiques ne changent en rien les devoirs de la morale

journalistique, la déontologie. Il y a des nouvelles qui rendent service à la collectivité et à la paix et je me suis trouvé dans de nombreuses situations où la prudence était de mise. Dans ce métier, mais on peut peut-être dire dans la communication en général, la prudence est un devoir de citoyen.

QUESTION. Vous vous êtes parfois trompé ; le progrès ne fonctionne-t-il pas également "à l'échec" ?

La plupart de mes erreurs, que je suis un des rares professionnels à avoir reconnues, étaient dues à l'incapacité dans laquelle je me trouvais de pouvoir vérifier mes sources. Au Cambodge, à partir d'informations anciennes sur lesquelles je croyais pouvoir m'appuyer, j'ai jugé selon des idées que je m'étais donc faites il y a vingt ans, alors que la situation de

fermeture du pays ne me permettait plus de les vérifier sur place. Cette règle est pourtant presque absolue. Le journaliste doit se dire que si bien qu'il connaisse une question, la vérité ne cesse de bouger, et il doit constamment s'obliger à mieux l'approcher. Le culte de la performance dans nos sociétés - la recherche du "scoop" ! - est éminemment dangereux et il conduit à des imprudences sociales et politiques. On risque de mettre en danger un processus de négociation. J'ai écrit un livre sur "l'éloge du secret" et je crois bien qu'on devrait veiller, dans nos sociétés, aux diverses formes de divulgation de l'information pour ne pas céder à cette information à tout prix qui serait un signe du retour à la barbarie. C'est, encore une fois, un enseignement que l'on doit tirer de l'expérience.